

Objet : réponse demande pièces complémentaires, exonération cas par cas
Réf. 2022-5845

Meyreuil, le 22 mars 2022

Monsieur,

À la Suite de votre courrier de demande de pièces complémentaires du 17 janvier 2022 concernant notre demande d'exonération au cas par cas, vous trouverez nos réponses en pièces jointes et ci-dessous.

La demande de pièces complémentaires se résume à :

- 1) La fourniture du justificatif du dépôt du Porter à Connaissance de modification ICPE ;
 - 2) Raccordement et local technique ;
 - 3) L'intervention des techniciens dans la zone d'élevage ;
 - 4) La biosécurité de l'élevage ;
 - 5) L'entretien des espaces sous les abris ;
 - 6) La défense incendie ;
 - 7) Susceptibilité du projet à porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ;
 - 8) Zonage humide d'une partie du projet.
-
- 1) Vous trouverez en pièce jointe de ce courrier le récépissé de la modification de l'ICPE. L'installation est classée sous le régime de la déclaration et le projet de construction d'abris à volailles ne remet pas en cause le régime de l'exploitation puisque le projet d'installation des abris n'a aucune influence sur la taille du cheptel.
 - 2) La législation nous impose de détenir une autorisation d'urbanisme pour solliciter le gestionnaire de réseaux (ENEDIS) dans le but d'obtenir une proposition technique et financière (PTF) sur la solution de raccordement réalisable. Ce n'est donc qu'une fois le permis de construire accordé que nous pourrions effectuer la demande de raccordement. Nous ne pouvons donc pas vous communiquer d'éléments fiables à ce stade du projet. Cependant, il nous paraît utile de préciser que le projet n'est économiquement pas compatible avec une solution de raccordement sollicitant la mise en œuvre d'une nouvelle liaison au poste source ENEDIS. 100% de nos projets sont, à ce jour, réalisés avec une utilisation du réseau existant le plus proche.
 - 3) Une fois les abris installés et les toitures photovoltaïques raccordées au réseau, les interventions sur site seront ponctuelles : seule une visite annuelle de maintenance préventive est prévue. Un suivi à distance est mis en place pour limiter les interventions, notamment les maintenances curatives.

Le projet de création d'abris à volailles intègre la mise en place d'un sas sanitaire 3 zones (3 m²) qui permet à 100% de nos intervenants sur le site de respecter l'ensemble des consignes sanitaires de l'élevage. Ils rempliront donc le cahier de suivi et se conformeront aux règles sanitaires du site. Les techniciens disposeront d'équipements de protection jetables (combinaison, charlotte et surbottes) et de désinfectant. Les quelques outils apportés seront désinfectés avant de pénétrer dans les parcours.

- 4) Notre concept d'abris à volailles intègre la mise en place, sur chaque abri à volailles, l'installation de pics anti perchage afin de rendre impossible le perchage des différents oiseaux sauvages. Le retour d'expérience sur nos premières constructions, réalisées en avril 2021, a montré une totale efficacité de ces systèmes anti perchage.
- 5) Les abris sont conçus afin de maintenir un espacement entre les panneaux (1 à 2 cm) créant une évacuation diffuse des eaux de pluie, permettant ainsi le maintien de la strate herbacée. Les eaux pluviales se répartiront uniformément sous les abris. De plus, une gouttière sera présente en bas de pente permettant, en cas de forte pluie, de récupérer le surplus d'eau et de le rediriger vers un puits perdu, permettant une infiltration naturelle dans le sol, sans contact avec les déjections des volailles. Cette gouttière permet de sécuriser l'éleveur sur l'absence d'eau stagnante, liée aux abris, dans les parcours en cas de fortes pluies.
- 6) Il est important de préciser que NOVAFRANCE Energy prend à sa charge, si besoin, la mise en conformité du site en ce qui concerne la gestion du risque incendie, avec l'installation d'une réserve incendie de 120 m³. Cependant, il faut noter que cette réserve d'eau ne sera utilisée que pour limiter la propagation d'un éventuel incendie. Les abris ayant une toiture de panneaux photovoltaïques produisant de l'électricité, celle-ci ne sera jamais directement arrosée par le SDIS.
- 7) Nous indiquons que notre projet n'aura pas d'impact paysager puisque la hauteur de nos abris (4.5 m) est à l'échelle du site d'élevage, la hauteur des bâtiments d'élevages présents sur le site est déjà de 5 à 7.5 m. L'ensemble du site d'élevage est très arboré sur sa périphérie, et notre projet englobe aussi un programme d'agroforesterie complémentaire qui viendra encore réduire les co-visibilités éventuelles. Nos premières réalisations, construites en 2021, ont su démontrer que nos abris avaient une insertion paysagère harmonieuse au sein des élevages, leur hauteur étant inférieure ou comparable à celle des bâtiments déjà existants.
- 8) Lors de la phase d'étude, nous recherchons les différents règlements d'urbanisme de la commune du projet. La commune d'Astillé dispose d'une carte communale et d'un plan représentant les différentes annexes et servitudes. Des zones humides sont effectivement présentes sur le plan, notamment une petite zone aux abords du site du projet. Mais nous avons scrupuleusement positionné notre projet afin qu'aucun abri à volailles ne soit présent dans cette zone, comme le montre le document joint à ce courrier : LANCELIN_CPC_ZoneHumide.

Malgré cela et à la suite d'une analyse approfondie basée sur les sites que vous mentionnez, nous avons identifié une erreur de notre part lors de la conception du projet. En effet, le positionnement prévu de 4 des abris est susceptible d'être classé en zone humide, selon les cartes de pré-localisation de la DREAL Des Pays de la Loire. C'est une erreur initiale de notre part, cependant, il est important de préciser que :

- a. Les fondations des futurs abris seront légères : pieux vissés ou pieux battus selon l'étude de sol qui sera effectuée avant la construction. Cela réduira ainsi l'impact au niveau du sol, tout en respectant la norme vent et neige (norme NV65).
- b. La gestion des eaux pluviales, au niveau des abris (comme présenté au point 5), se fait sur un parcours déjà existant, et déjà impacté par les fientes des poules. Le surplus d'eau arrivant sur les abris sera donc redirigé directement dans le sol grâce aux puits perdus, sans contact avec les déjections des volailles.

Si toutefois vous estimez que nos arguments ci-dessus ne sont pas recevables, nous nous proposons de réduire le projet en supprimant les quatre abris positionnés dans la zone humide, afin d'éviter un refus d'exonération d'étude d'impact. En effet, nos projets d'abris à volailles, majeurs pour le bien-être animal, entrent dans un modèle économique très tendu qui ne nous permet pas de supporter le coût d'une étude d'impact. Nous préférons donc réduire le projet plutôt que de l'abandonner...

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande d'exonération au cas/cas,

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Mr Yves Le Bel
y.lebel@novafranceenergy.com

Pièces jointes :

- Récépissé de la modification de l'ICPE ;
- Plan « LANCELIN_CPC_ZoneHumide » représentant les zones humides (en violet) selon la carte communale de la commune d'ASTILLE.